

Savoirs féministes et expertise de genre à l'épreuve des crises des personnes réfugiées au Kenya et en Jordanie

Katarzyna (Kasia) Grabska et An Van Raemdonck***

Introduction

Au cours des trois dernières décennies, la pensée féministe a contribué à repenser la manière dont le développement et l'aide humanitaire sont conceptualisés et mis en œuvre. Néanmoins, on s'intéresse de plus en plus aux divergences entre l'usage de valeurs liées à l'égalité de genre dans les textes internationaux et leur mise en pratique effective sur le terrain humanitaire et du développement. On a pu ainsi mettre en évidence la perte de potentiel de transformation radicale dans l'agenda du genre et du développement (voir par exemple Cornwall, Rivas 2015), ainsi que l'instrumentalisation du genre et de l'égalité des sexes afin de promouvoir le régime néolibéral et la culture du néolibéralisme au niveau mondial (voir par exemple Chant, Sweetman 2012). En particulier, la focalisation sur les filles en tant qu'atout inexploité pour le développement a été interrogée de manière critique comme incorporant les vies de ces filles à un projet néolibéral spécifique centré sur la croissance (MacDonald 2016 ; Hickel 2014). Cette focalisation a aussi fait irruption dans le contexte humanitaire, avec l'idée que les filles nécessitent une attention particulière, en tant que personnes à risque mais aussi comme ayant le potentiel de transformer les inégalités de genre sur le terrain humanitaire.

265

* Anthropologue, Institute for Social Studies, La Haye

** Anthropologue, Vrije Universiteit Amsterdam

De même, dans le champ du développement, on a pu montrer que le fait d'axer les programmes sur l'éducation en termes de genre et de sexualité contribuait parfois à créer ou à accentuer les divisions socio-culturelles entre communautés. Les pratiques et normes sexuelles se mettent dès lors à opérer comme des marqueurs de différenciation entre groupes : ceux dont les pratiques sont appropriées, instruites (et « modernes ») et ceux dont les pratiques sont « traditionnelles », non instruites (« arriérées ») et nécessitent une correction (Pigg, Adams 2005 ; Van Raemdonck 2013 ; Grabska 2011). Ces divisions reflètent des conceptions mentales plus anciennes et enracinées dans l'expérience coloniale, mais sont souvent reproduites involontairement dans le champ du développement (Arnfred 2004). On s'est moins intéressé à la façon dont les acteurs locaux s'approprient et adaptent le discours international du développement et de l'humanitaire au sujet du genre et de la sexualité. Il est apparu que les États et les élites politiques subvertissent le langage de l'égalité de genre en un discours qui présente, ironiquement, les femmes comme les gardiennes d'un sens « authentique » de la nation (Cheng 2011). Les acteurs locaux du développement reproduisent parfois le discours dominant du développement tout en subvertissant le message relatif à l'égalité de genre, intégré à une délicate manœuvre d'équilibre entre les concessions aux nouvelles normes globales et les intérêts et inquiétudes socio-culturelles locales (Van Raemdonck 2018 ; Roodsaz, Van Raemdonck 2018).

266

Dans le contexte humanitaire, l'attention et les dispositions spécifiques consacrées aux femmes, au genre et à la violence basée sur le genre ont mis plus longtemps à s'imposer, mais au cours des vingt-cinq dernières années elles ont réussi à s'intégrer à la formation et à la pratique humanitaires. Depuis le milieu des années 1990, on a consacré beaucoup d'attention à la protection des filles et des femmes exposées au risque de discrimination fondée sur le sexe et le genre, et en particulier au viol, tandis que les questions liées à la protection des personnes LGBTI n'ont fait leur apparition dans le discours humanitaire que depuis les années 2010 (Rumbach, Knight 2014). S'il existe des différences de forme importantes entre les contextes d'urgence des crises humanitaires et le travail de développement, les logiques sous-jacentes sur lesquelles se fondent les interventions sont souvent convergentes. Une grande partie de l'aide humanitaire est mise en œuvre dans un contexte d'incertitude radicale (voir Horst, Grabska 2015), dans lequel il peut être avancé que sauver des vies humaines et créer un accès immédiat aux services de base est le plus important. Cependant, beaucoup de situations d'urgence évoluent progressivement en déplacements de longue durée et en incertitude de longue durée (ibid). Ainsi, en pratique, la logique d'assistance humanitaire se transforme facilement en une logique de travail de développement, particulièrement en matière d'enjeux liés aux femmes et au genre. Un exemple de cette dynamique est la tendance récurrente à former les réfugié-es dans différents contextes. Les agences internationales perçoivent un besoin persistant de

former, d'éduquer, de civiliser les réfugié-es, dans des contextes et des lieux très différents (voir par exemple Hagelund 2005).

Par ailleurs, dans les contextes humanitaires, les valeurs liées à l'égalité de genre et de sexe ont servi de moyen de différenciation entre ceux censés défendre et enseigner ces valeurs, d'une part, et les réfugié-es/personnes bénéficiaires d'autre part (Olivius 2016). Dans certains cas, on a félicité les « bons » récipiendaires de l'aide pour avoir réussi à incorporer avec succès l'égalité de genre. Les réfugiées sahraouies ont été louées comme des réfugiées « idéales » car elles renvoyaient aux donateurs et à la communauté internationale le discours souhaité sur l'égalité de genre et l'autonomisation (*empowerment*) des femmes, au détriment des besoins de groupes marginalisés qui n'étaient pas présentés comme « idéaux » (Fiddian-Qasmiyeh 2010). De même, l'introduction de l'égalité de genre dans l'action humanitaire s'est traduite sur le terrain par des efforts pour « activer » les femmes réfugiées et les faire participer, par exemple, à la distribution de l'aide (Olivius 2014).

Dans ce chapitre, nous nous proposons de présenter un regard historique sur les contributions de la pensée féministe et de l'intégration transversale du genre (*gender mainstreaming*) aux interventions humanitaires dans le contexte d'une incertitude radicale et de longue durée des déplacements (Horst, Grabska 2015). Pour ce faire, nous nous pencherons sur deux études de cas : un exemple historique d'activités d'intégration du genre dans un contexte de déplacement de longue durée, dans le camp de réfugié-es de Kakuma, au Kenya (depuis le début des années 2000), et le contexte d'incertitude radicale (en passe d'être prolongée) du déplacement, plus récent, de Syrien-nes en Jordanie (depuis 2012). Ces deux études de cas sont pertinentes à double titre : Kakuma a été le premier camp de réfugié-es où l'approche intégrée du genre (*gender mainstreaming*) a officiellement été introduite en 1998. C'est l'un des plus anciens camps de réfugié-es. Le cas des personnes de Syrie en Jordanie est emblématique des nouvelles interventions dans des contextes humanitaires, où l'intégration du genre est prise pour acquise dans le *modus operandi* et où on prête attention dès le début à la violence basée sur le genre et aux mariages précoces, tant dans le camp qu'en zone urbaine.

Pour reprendre la métaphore de la friction développée par Anna Tsing (2005) et le concept de « vernacularisation » (Levitt, Merry 2009), nous explorons la manière dont se croisent l'égalité de genre telle qu'elle a été définie et adoptée dans la documentation et les programmes humanitaires et de développement, et la façon dont elle a été opérationnalisée par les organisations sur le terrain, ainsi que remaniée ou transformée par les réfugié-es, à Kakuma et en Jordanie, qui sont la cible de ces interventions. Ainsi, nous nous demandons dans quelle mesure il s'agit, avec l'intégration du genre dans les programmes (*gender programming*), de « civiliser » l'« autre », et ce que les réfugié-es en font – comment ils et elles transforment, dans leurs pratiques, la signification impérialiste de l'égalité de genre.

Dans ce chapitre, nous nous intéressons à l'exploration de la croisée entre l'égalité de genre telle qu'elle est conceptualisée dans les politiques et la documentation et la manière dont elle est effectivement mise en pratique sur le terrain : la façon dont cette notion a été mise en œuvre par les expert-es du genre, mais aussi dont elle a été transformée par les personnes réfugiées. Se penchant sur les frontières entre le local et le global, Anna Tsing (2005) a développé la métaphore de la friction pour rendre compte des « rencontres » inégales, dans le monde entier, qui produisent de nouvelles dynamiques culturelles et de nouvelles dynamiques de pouvoir par l'intersection fragmentaire d'idées et de concepts à l'échelle globale/locale. D'autres ont théorisé la « rencontre » entre les particularités locales et les interventions externes liées au développement comme un processus de production du monde. Par exemple, Jacob (2010) utilise cette expression pour saisir l'importance d'événements dont les personnes et les institutions n'ont encore jamais fait l'expérience. L'expertise joue un rôle clef dans de telles rencontres (Mosse, Lewis 2005, 2). Lorsque des agents vont jusqu'au bout de leurs idées et appliquent leurs connaissances et leur expertise, ils contestent les normes et valeurs hétérogènes entre champs sociaux et au sein de ces derniers, les rendant profondément dynamiques. Par ce processus, tant l'expertise que les expert-es, tant les savoirs que les producteurs et productrices ou les personnes usagères de ces savoirs sont transformé-es. Pointant la manière inégale dont se déroulent ces transformations, Boellstorff (2003) a développé le concept de « doublage culturel » : celles et ceux qui doublent la culture adoptent certaines subjectivités, mais les images qu'ils et elles emploient sont propagées, produites et diffusées par d'autres.

En particulier, les expert-es en genre ont joué un rôle important en apportant, puis en intégrant (ou désintégrant) le genre dans l'aide au développement et l'aide humanitaire. Néanmoins, comme le suggère ce chapitre, il existe une divergence croissante entre les intentions (telles qu'énoncées dans les documents relatifs à l'humanitaire et au développement) et la façon dont fonctionne la mise en œuvre effective de tels projets. Les expert-es en genre jouent souvent un rôle important d'intermédiaires, traducteurs et consultants (Bierschenk *et al.* 2000). Reprenant la théorie de la traduction de Latour (1992), Mosse et Lewis suggèrent que les intermédiaires produisent des projets de développement qui composent un ensemble cohérent en « générant et traduisant des intérêts, en créant un contexte qui rapproche des sympathisants et promeut ainsi certaines interprétations » (Mosse, Lewis 2005, 13). Merry (2006) a proposé le concept de « vernacularisation » pour décrire l'appropriation et l'adoption locale d'idées et de stratégies générées à l'échelle mondiale. Les figures communautaires, les ONG et les militant-es jouent un rôle crucial d'intermédiaires ou « courtiers » en savoirs entre des mondes culturellement distincts. Levitt et Merry (2009) ont découvert que la traduction des droits internationaux des femmes diffère en fonction, entre autres, du travail entrepris par les « vernacularisateurs », des différentes positions

sociales qu'ils occupent, ainsi que de l'histoire et de la culture locales. L'ensemble de ces auteurs et autrices montre la manière dont les idées globales circulent et dont des concepts locaux se frayent un chemin au niveau mondial, tout autant que réciproquement.

Le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés et l'approche intégrée du genre à Kakuma

L'étude de cas de Kakuma permet une plongée historique dans la façon dont l'intégration transversale du genre (*gender mainstreaming*) a été comprise et mise en œuvre pour la première fois dans un camp de réfugié-es. Les recherches sur lesquelles se fonde cette étude de cas ont été menées par l'une d'entre nous, Katarzyna (Kasia) Grabska, en 2006 et 2007, lors du travail de terrain ethnographique effectué dans le cadre de son doctorat, complétées par l'analyse de documents et d'études de cas plus récentes. Kasia a mené son travail de terrain ethnographique principalement auprès de personnes réfugiées sud-soudanaises, qui constituaient à l'époque la majorité de la population du camp (87%), lors d'un séjour d'environ sept mois (de mai à décembre 2006, suivi par une semaine en 2007). Elle a complété ses observations par des entretiens qualitatifs avec des personnels humanitaires, des autorités locales et auprès des réfugié-es. De surcroît, elle a suivi les cas examinés par les équipes du HCR et d'ONG travaillant sur la violence basée sur le genre et d'autres enjeux liés au genre dans le camp, et a assisté à des procès de juridictions locales. Le camp, en tant que lieu genré (Hyndman 1998), était un site de renégociation des relations de genre, y compris des identités et des idéologies.

Au début des années 2000, le HCR a mis sur pied des programmes fondés sur une approche participative, *bottom-up* (du bas vers le haut) et communautaire (UNHCR, 2008), contrastant avec le traitement *top-down* (du haut vers le bas) auparavant réservé aux réfugié-es. Ces programmes avaient pour objectif d'améliorer l'efficacité, la qualité et la pertinence de l'assistance humanitaire. La préoccupation initiale concernant les enjeux de genre était centrée sur la protection en raison de l'insécurité régnant dans les camps, y compris les viols et l'exploitation sexuelle. La protection genrée du HCR était vouée à lutter contre les violences sexuelles et la violence basée sur le genre à l'encontre des femmes et des filles, communes dans ces contextes (UNHCR Kenya COP 2007 ; Hyndman 1998 ; Abdi 2006).

L'édition 2008 du Manuel du HCR pour la protection des femmes et des filles indique :

[Le HCR a] la responsabilité de promouvoir l'égalité des sexes et de favoriser l'élimination de la violence faite aux femmes et aux filles relevant de sa compétence, une responsabilité qui fait partie intégrante de notre mandat de protection. (UNHCR 2008, 27).

La politique d'égalité des sexes mise en œuvre par le HCR et ses partenaires utilisait une approche basée sur les droits et une approche communautaire,

ainsi qu'une intégration des critères de l'âge, du genre et de la diversité (*Age, Gender and Diversity mainstreaming, AGDM*), afin d'« améliorer la protection des femmes et des filles qui sont déplacées, rapatriées, en cours de (ré) intégration et apatrides, et pour assurer qu'elles puissent jouir de leurs droits sur un pied d'égalité avec les hommes et les garçons » (UNHCR 2008, 25). Une responsable des services sociaux au HCR a expliqué ainsi à Kasia la logique de l'intégration des critères de l'âge, du genre et de la diversité (AGDM) :

Ici, ce sont les hommes qui sont les auteurs de violence basée sur le genre. Nous voulons qu'ils respectent les droits des femmes, et les filles et les femmes doivent être autonomisées (empowered). Elles doivent savoir qu'elles sont les égales des hommes, et avoir les mêmes droits. Si nous les formons et que nous leur donnons des possibilités de générer des revenus, elles seront plus autonomes. (Kakuma, 22 juillet 2006).

Kakuma a été l'un des premiers camps où l'approche intégrée du genre a été mise en œuvre. L'intégration des critères d'âge, de genre et de diversité (AGDM) a été mise en œuvre par le biais d'un programme multidimensionnel de protection, d'éducation, de sensibilisation et d'*empowerment*.

En termes de protection physique, outre les équipes dédiées au genre du HCR et d'ONG qui contrôlaient la sécurité dans le camp, des zones de protection ont également été désignées pour les femmes victimes ou à risques ; dans certains cas, les femmes étaient transférées ailleurs. On a également assuré l'éducation des filles avec le slogan : « Éduquer un garçon, c'est éduquer un individu ; éduquer une fille, c'est éduquer une nation ». Les filles ont reçu des bourses et de l'aide, dont des uniformes et des fournitures scolaires de la part du HCR et d'ONG. L'ONG JRS (Jesuit Refugee Service) a soutenu les filles dans une situation « à risque » de violence familiale ou de mariage forcé en leur offrant des bourses pour étudier dans un pensionnat kényan. La LFM (Fédération luthérienne mondiale, LWF en anglais), en charge de la scolarisation dans le camp, a rapporté des problèmes d'absentéisme des filles. Afin de remédier au taux élevé de décrochage scolaire dû aux charges domestiques, aux mariages forcés et aux grossesses précoces, le HCR et la LFM ont construit un pensionnat réservé aux filles, une initiative soutenue par Angelina Jolie, ambassadrice de bonne volonté du HCR, et qui portait son nom. Celui-ci a enfin ouvert ses portes en 2005. Pour être admises dans l'école, les filles devaient passer des examens et justifier de leur position « vulnérable » dans leur communauté. *Certaines places étaient réservées aux « victimes de violence de genre », principalement des filles dans des situations à risque de viol, d'exploitation domestique ou de rapt nuptial.*

En outre, des programmes spécifiques d'aide ciblant les filles et les femmes ont été mis en place afin de soutenir « l'autonomisation des femmes et des filles dans le domaine économique et de prise de décisions en public, par la formation aux compétences de mobilisation, de direction et d'organisation, la formation sur les droits des femmes et des filles et la Résolution n°1325 du Conseil de sécurité, par le renforcement de leurs capacités d'entrepreneuriat et

par l'appui de micro-crédits» (UNHCR 2008, 42). Chacune des femmes et des filles interrogées par Kasia à Kakuma avait suivi au moins l'un des nombreux cours offerts, principalement en matière de confection, de cuisine, de couture, de tricot et de soins infirmiers. Certaines élèves avaient réussi à aller au-delà des cours féminins essentialistes et bornés à la sphère domestique et avaient appris à utiliser des ordinateurs ou à réparer des appareils électriques.

La sensibilisation et la formation aux droits humains et aux enjeux liés au genre ont principalement été mises en place par le biais de panneaux d'affichage, de campagnes et d'ateliers. Lorsqu'on se promenait dans le camp, on ne pouvait manquer de remarquer les panneaux alertant sur les violences conjugales, le viol et la discrimination à l'égard des femmes: «Les femmes savent prendre de bonnes décisions», «Les droits des femmes sont des droits humains», «Les vrais hommes éduquent leurs femmes». Comme dans les autres camps, il y avait de nombreux ateliers sur l'eau, l'assainissement, la comptabilité, les droits civiques et la citoyenneté, les droits humains, le genre et le maintien de la paix. Les ateliers et formations ont été le principal canal d'introduction idéologique de l'égalité de genre. Des ateliers ont été organisés à destination des sud-soudanais-es susceptibles de rapatriement, dans la mesure où le HCR comme les ONG voulaient les préparer et les «former» à leur retour au Soudan. Le directeur des services éducatifs de la FLM expliquait ainsi :

«Grâce à ces ateliers, nous pouvons les éduquer [les réfugié-es] et les rendre un peu plus civilisé-es, un peu plus modernes. Ils seront prêts à retourner dans leurs pays et à les reconstruire». (Kakuma, 17 août 2006).

271

Ces observations sur la mission «civilisatrice» des ateliers ont également été confirmées par les discussions de Kasia avec la responsable des services sociaux du HCR. La plupart des réfugié-es suivaient en permanence des ateliers destinés non seulement à les former sur les droits des femmes, mais également à «sensibiliser [les garçons et les hommes] et créer un espace favorable à l'autonomisation des femmes et des filles» (UNHCR 2008, 42). On attendait des femmes qu'elles participent aux ateliers, mais bien que certaines filles et femmes s'y soient pliées, leur participation était limitée en raison de leur manque de maîtrise de l'anglais. Dans un contexte d'incertitude prolongée du déplacement, la gouvernementalité par l'intégration du genre (*gender mainstreaming*) était une manière de discipliner les réfugié-es, ainsi qu'un outil de gouvernance pour les politiques humanitaires (Biehl 2015).

De surcroît, les employé-es des ONG disposaient d'unités spécifiques consacrées aux enjeux liés au genre, la plupart ciblant les femmes. Si certain-es employé-es humanitaires à Kakuma comprenaient le genre comme une dynamique relationnelle entre femmes et hommes, la mise en œuvre de l'«égalité de genre» se limitait plutôt à «rajouter des femmes» qu'à s'attaquer aux disparités de pouvoir. Le haut niveau d'engagement pour l'égalité des sexes qui caractérisait les programmes humanitaires du camp était plein de

bonnes intentions. Le responsable du HCR à Kakuma a ainsi reconnu auprès de Kasia en 2006 :

« Dix ans après le lancement du programme, les femmes souffrent toujours et il y a peu d'égalité des sexes dans le camp ». (Kakuma, 10 mai 2006).

Notre recherche suggère que les problèmes viennent de la manière dont les politiques de genre ont été mises en œuvre. Cela signifie que leurs effets ont souvent été éloignés des objectifs énoncés. On le voit dans l'augmentation des cas de violence familiale et conjugale, de mariages forcés et de viols rapportés aux organisations humanitaires (JRS Rapport 2006; FLM/LWF 2006; UNHCR COP 2007). Ceci s'explique par la manière dont de nouvelles identités de genre ont été forgées à Kakuma, en partie comme résultat des programmes d'intégration du genre.

Pour les réfugié-es, Kakuma était un endroit marqué par la souffrance et les difficultés, mais aussi par l'avènement d'un mode de vie « moderne ». Une veuve âgée d'une quarantaine d'années, qui avait été déplacée depuis 15 ans, d'abord en Éthiopie puis à Kakuma, a ainsi décrit les changements survenus dans le camp :

« À Kakuma, il y a des écoles, l'ONU, des églises, les droits des femmes. Nos enfants vont de l'avant/progressent [Gaatkon wa nhiam]. Maintenant, les filles et les garçons nuer sont éduqués et ont des connaissances. À Kakuma, de nouvelles valeurs/coutumes nuer sont arrivées [cieng mi pai ben]. On fait les choses autrement que par le passé ».

272

Les hommes et les femmes nuer sud-soudanais-es interprétaient souvent leur expérience à Kakuma comme l'avènement de la « modernité » et de la « civilisation » dans leurs vies. Les mots anglais « *modern* » et « *civilized* » étaient souvent utilisés par de jeunes réfugié-es, hommes et femmes, pour distinguer leur nouvelle identité et leur nouveau mode de vie de ceux des personnes restées au Sud-Soudan. La métaphore nuer souvent utilisée par les enquêté-es pour décrire ces « nouvelles » identités était « *nei ti cike ker* ». Cela veut dire : les gens qui sont éveillés et ont vu la lumière, ce que de nombreux Nuer, femmes et hommes associent avec l'alphabétisation, le christianisme, la sensibilité aux droits humains et à l'égalité de genre.

Pour la plupart des réfugiés-es, les droits humains étaient liés aux femmes et le genre était compris comme le fait de « donner le pouvoir aux femmes ». Ceci suscitait deux réactions de la part des hommes. L'une était une grande suspicion, l'autre le rejet de tout programme d'intégration du genre, dans la mesure où ils y voyaient une menace à leur propre position dans la société, déjà affaiblie par les conditions de vie dans le camp. Lorsque Kasia interrogeait les hommes sur les « relations de genre », leur réponse habituelle était : « Oh, il faut en parler avec les femmes ! ».

Néanmoins, certaines personnes réfugiées sud-soudanaises, femmes et hommes, s'accordaient avec le personnel humanitaire pour considérer que les ateliers susmentionnés apportaient des idées « modernes » sur l'égalité de

genre. Comme le remarquait un jeune homme, « *ces ateliers sont bien ; ils nous apprennent à être « modernes », 'nei ti cike ker'* [ceux qui sont éveillés]. Maintenant, nous avons compris que les femmes et les hommes sont égaux. Notre génération est « pro-femmes ». » Ces ateliers m'ont frappée comme ressortissant d'un « projet de modernisation accélérée » visant à créer un « citoyen soudanais généré ». Les participant-es à la recherche exhibaient souvent fièrement leurs certificats de participation et utilisaient un langage « *gender-correct* » pour nous impressionner de par leur nouveau statut de *nei ti cike ker*.

À Kakuma, les activités d'intégration du genre étaient surtout centrées sur l'autonomisation des femmes et l'élévation de leur statut. Même si certaines activités amélioraient les opportunités, les choix des filles et des femmes et l'accès à leurs droits, c'est l'image féminisée de la « femme en tant que victime » qui était perpétuée (Hyndman, de Alwis 2008). Comme le suggèrent les récits des filles, l'éducation, la sensibilisation, les activités sportives et culturelles mixtes, les ateliers et la promotion de la participation des filles dans des rôles de direction (*leadership*) étaient des façons de compenser la discrimination subie par les filles et de les « socialiser » dans des rôles allant « au-delà du mariage ». La disposition des parents à donner de nouvelles opportunités aux filles faisait toute la différence. Pour les jeunes né-es à Kakuma ou qui avaient passé une bonne partie de leur enfance en déplacement, ces nouvelles idées d'autonomisation et d'équité de genre devenaient réalité.

Le personnel de l'ONU et des ONG disaient souvent des filles qu'elles étaient celles qui « progressaient ». Les écoles étaient le creuset dans lequel se forgeaient de nouveaux modèles pour les filles et les femmes. Les récits des filles à Kakuma étaient influencés par ces idéaux et reflétaient de nouvelles possibilités pour les filles et femmes nuer. Certaines voulaient devenir pilotes, doctresses, ingénieures et parlementaires. D'autres rêvaient de devenir avocates et de lutter pour les droits des femmes au Sud-Soudan. Elles croyaient fermement, ou voulaient croire, que les professions « masculines » leur étaient désormais accessibles. Si les filles évoquaient toujours le mariage et les enfants comme un chemin vers leur vie de femme adulte, elles envisageaient aussi d'autres possibilités au-delà du fait d'« être femmes et mères ». Leurs aspirations révélaient leur conscience du besoin de transformer les déséquilibres de genre qui maintenaient les filles et les femmes dans des positions subalternes.

La vision essentialiste des femmes comme agentes de la paix, comme plus paisibles, comme victimes de violence basée sur le genre, vulnérables à la subordination, n'ayant pas accès à leurs droits, désavantagées et à risque est passée à côté d'arrangements genrés plus complexe au sein des communautés sud-soudanaises. Cette approche a négligé la position différenciée des femmes dans la communauté, qui fait que certaines femmes peuvent être directement impliquées dans la perpétuation des structures patriarcales de pouvoir. Cela

concernait entre autres des femmes directement impliquées dans les raptus nuptiaux et les mariages forcés.

Cependant, les politiques en faveur des femmes avaient parfois des effets inattendus et finissaient par marginaliser les femmes. Les femmes étaient souvent « ajoutées » plutôt que pleinement incorporées dans les programmes et les structures administratives, afin de répondre à l'impératif d'équilibrer les sexes plutôt que par réelle volonté d'obtenir une égalité de genre. Tout comme les hommes plus âgés dont le statut était mis à mal par leur absence d'instruction et de maîtrise de l'anglais, certaines femmes se sont senties marginalisées pour les mêmes raisons. Elles ont pris conscience qu'elles étaient des pions, pas des participantes, et que le déploiement de pouvoir du régime humanitaire par le biais de l'usage de l'anglais et de la nécessité d'une instruction accentuait l'écart non seulement entre personnel humanitaire et réfugié-es, mais aussi entre les femmes (pour la plupart illettrées) et les hommes plus âgés, et la jeunesse instruite.

Déplacement de longue durée en Jordanie et hausse des mariages précoces

L'étude de cas analysée par la seconde autrice, An Van Raemdonck, fait partie d'un projet collaboratif plus vaste de recherche en anthropologie qui interroge les significations du mariage précoce et de la santé reproductive parmi les personnes réfugiées syriennes en Jordanie (2017–2019). Kasia était impliquée dans le projet en tant que consultante académique. L'étude de cas des Syrien-nes en Jordanie montre comment la compréhension de l'égalité de genre et de l'intégration du genre a évolué au fil des années dans les contextes de déplacements de longue durée. Dans le cadre de la crise des personnes réfugiées syriennes en Jordanie, à nouveau, le genre a été clairement assimilé aux femmes, ce qui fait qu'on s'est penché sur la détresse des femmes et des enfants assez tôt dans la crise (Women 2013). D'après les rapports, les mariages syriens enregistrés montraient une remarquable hausse des jeunes femmes mariées avant l'âge de 18 ans (Children 2014 ; UNICEF 2014 ; Jordan 2017). Parmi ces dernières, la grande majorité, en Jordanie, étaient âgées de 15 à 17 ans au moment du mariage (UNICEF 2014, 8). Ces analyses soulignent davantage de risques pour la santé (surtout en dessous de l'âge de 15 ans) (WHO 2018), une plus grande probabilité de subir des violences familiales (Children 2014, 2) et des problèmes sociaux et psychologiques plus vastes pour ces jeunes femmes. Le mariage des enfants ou le mariage précoce est vu comme une préoccupation de santé globale et un enjeu de développement, mais est aussi envisagé dans des contextes de crise humanitaire, comme la crise des personnes réfugiées syriennes. Vivant en déplacement, dans une insécurité de longue durée (Horst, Grabska 2015), forcées à l'immobilité et dans des conditions socio-économiques précaires, les personnes réfugiées

syriennes ont montré une tendance à marier leurs enfants plus jeunes, tant en Jordanie qu'au Liban.

Le mariage précoce était une pratique nuptiale commune dans de nombreuses régions de Syrie avant la guerre. Les réfugié-es du nord de la Jordanie viennent souvent des régions rurales de Syrie dans les zones frontalières, et plus au nord, où la pratique du mariage précoce a cours depuis des générations. Les conditions du déplacement et la pauvreté croissante ont augmenté le nombre de familles choisissant cette option pour leurs enfants. Les études ont avancé que le manque de sécurité au sens large, des conditions économiques dégradées et les interruptions de scolarité des filles sont des causes importantes de cette hausse (Mourtada, Schlecht, DeJong 2017). Les conditions particulières créées ou exacerbées par une crise humanitaire qui sont corrélées à une augmentation du mariage des enfants sont de plus en plus reconnues par les acteurs humanitaires. Le mariage des enfants est devenu un type de violence basée sur le genre que les humanitaires doivent traiter et intégrer dans leurs réponses (Committee 2015 ; ESCWA 2015).

Les recommandations pour répondre à la hausse des mariages précoces incluent généralement la provision d'informations et la sensibilisation des femmes et des filles, l'amélioration de l'accès à l'éducation primaire et secondaire et l'offre d'un soutien économique et de conseils juridiques (Mourtada, Schlecht, DeJong 2017, 62). Dans le contexte jordanien, la principale stratégie a été un investissement massif dans la sensibilisation des femmes et des filles réfugiées, dans les camps et les zones urbaines, effectuée par un vaste éventail d'ONG. La sensibilisation implique souvent de « corriger » les points de vue des réfugié-es sur le mariage précoce, la grossesse précoce et les soins de santé reproductive. Cela veut dire qu'on souligne les risques pour la santé des femmes mariées précocement et pour celle de leurs enfants, afin de décourager ces pratiques.

Notre propre recherche empirique visait à enquêter sur les significations, perceptions et interventions relatives au mariage précoce parmi les Syriennes de Jordanie et impliquait de travailler avec deux ONG. Elle a consisté en des entretiens individuels approfondis, des discussions dans le cadre d'entretiens collectifs (*focus groups*) et une série de groupes de parole avec un groupe de femmes célibataires et un groupe de femmes syriennes mariées précocement, âgées de 17 à 28 ans. En outre, An a mené une observation participante dans l'une des ONG et une recherche ethnographique dans deux familles syriennes concernées par le mariage précoce. Nos résultats montrent que les représentations habituelles du mariage précoce sont souvent trop rigides, en ce sens qu'elles ne correspondent pas à la complexité et à la diversité des pratiques nuptiales habituellement regroupées dans le mot-valise « mariage précoce ».

La littérature internationale consacrée au développement et aux interventions humanitaires, ainsi que les pratiques habituelles, tendent à décrire le « mariage précoce » comme une catégorie homogène qui semblerait impliquer, par principe, un ensemble de dispositions, de sentiments, d'actes et de

leurs conséquences, indépendamment de la grande diversité des expériences concrètes et incarnées de mariage précoce. Les mariages précoces peuvent recouvrir des mariages entre cousin-es, des mariages arrangés, des mariages avec un grand écart d'âge et d'autres avec un faible écart d'âge, des mariages entre époux de même nationalité et entre époux de nationalité différente, et toute combinaison de ces caractéristiques. Dans un effort pour empêcher les filles de moins de 18 ans de se marier, cependant, cette grande variété de pratiques, avec des résultats concrets très différents, est négligée. Ceci est compréhensible, dans la mesure où l'utilisation de cette catégorie vise à empêcher les mariages précoces—afin d'influer sur une réalité sociale, on catégorise et on homogénéise des pratiques. Les logiques de financement du développement contribuent également à faciliter l'usage de cette catégorie. La compétition entre différents secteurs du développement entraîne une logique implacable de tentatives d'attirer l'attention internationale afin de récolter des fonds. Cela signifie que certains récits sont parfois involontairement simplifiés et intégrés afin de faciliter une présentation et une circulation aisées des enjeux. Cela sert de même à susciter des réponses affectives de la part de la communauté internationale, et ainsi des donateurs (Archambault 2011). Cela a aussi entraîné des critiques selon lesquelles les représentations du mariage précoce au sein des ONG et des agences internationales dédiées à la population et à la santé ne sont pas utiles lorsqu'elles se bornent à condamner et juger la pratique, plutôt que de s'attaquer à ses causes socio-économiques et matérielles sous-jacentes (Giaquinta 2017).

Il nous a toutefois paru plus intéressant de détricoter les différentes significations du mariage précoce dans le contexte concret des Syrien-nes en Jordanie, qui recourent au mariage précoce dans des conditions d'immobilité et de déplacement. Les résultats de notre recherche montrent tant des congruences que des incongruences entre le « mariage précoce » en tant que catégorie présumée, et le mariage précoce en tant qu'expérience vécue par les Syriennes en Jordanie (ainsi qu'en tant qu'option imaginée, envisagée et refusée). De nombreuses femmes, dans les groupes de parole, ont confirmé les aspects négatifs souvent mentionnés au sujet du mariage précoce. Elles regrettaient surtout de n'avoir pu terminer leurs études et d'avoir dû assumer trop tôt des responsabilités au sein du foyer, en se retrouvant mariées sans tout à fait se rendre compte de ce qui leur arrivait. D'autres femmes ont expliqué comment leur manière de vivre leur enfance avait radicalement changé à cause de la guerre et du déplacement et comment cela les avait amenées à se sentir bien plus âgées qu'elles ne l'étaient réellement. Elles ont évoqué des expériences d'aliénation et de discrimination, exigeant d'elles qu'elles se débrouillent avec un nouvel environnement. Passer par tous ces bouleversements leur avait demandé davantage de maturité et de sens des responsabilités. Se marier et fonder une famille leur paraissait conforme à ces responsabilités qu'elles portaient déjà, par nécessité, dans leur nouvel environnement. La maturation

accélérée qu'elles décrivaient semblait s'accommoder plus naturellement de l'idée du mariage qu'auparavant.

Lors d'un entretien collectif (*focus group*) dans la ville de Zarka, au nord-est du pays, l'essentiel des deux heures d'échanges a été dominé par un débat entre femmes pour déterminer si le « mariage précoce » avait toujours nécessairement des conséquences négatives, ce qui a conduit à l'émergence de sous-groupes adoptant des positions différentes. L'un des camps arguait que le mariage précoce était mauvais et devrait être interdit par principe, un autre se composait de femmes soutenant que leur vie avec leur mari-époux précocement- avait été globalement satisfaisante parce qu'il y avait suffisamment d'amour, de compréhension et d'attention à l'autre pour nourrir une relation harmonieuse. Un troisième camp se situait entre les deux, car ses membres avaient suffisamment d'exemples en tête de mariages précoces qui étaient regrettables. Ces quelques exemples illustrent la diversité des perceptions et des expériences de mariage précoce et la difficulté à les saisir toutes dans un seul mot-valise.

Nous avançons que de tels récits ouvrent des horizons pour une meilleure compréhension des expériences et des besoins des femmes réfugiées, en particulier sur des sujets intimes tels que le mariage. Ils peuvent aider à affiner les discours et les pratiques des acteurs de l'humanitaire et du développement. Cela pourrait inviter et encourager les ONG à coopérer avec les femmes réfugiées d'une manière plus interactive, qui se fonde sur un principe de dialogue plutôt que sur un transfert unidirectionnel de connaissances ou de sensibilisation.

Notre recherche soulève des questions cruciales sur le rôle et les limites de programmes humanitaires et de développement. Dans quelle mesure ces programmes peuvent-ils viser à intervenir sur la régulation et la gouvernance des relations intimes? Comment l'objectif de promotion des valeurs d'égalité de genre se traduit-il le plus efficacement en actions concrètes, face à des processus de décision complexes comme ceux qui entourent le mariage précoce? Elle soulève également des questions sur les méthodes d'intervention utilisées, telles que la tenue de sessions de sensibilisation.

Nos résultats remettent en cause la notion selon laquelle les personnes réfugiées auraient constamment besoin de formation et de sensibilisation, et amènent à se demander s'il n'est pas trop rapidement présumé qu'elles ont besoin d'être « sauvées », « autonomisées » (*empowered*) et émancipées, y compris de leur propre famille (Johnson, Joseph 2009). Peut-être ce présupposé d'ensemble est-il responsable d'un mélange trop peu questionné entre logique humanitaire et logique de développement. On adopte trop souvent l'idée selon laquelle les réfugié-es « apportent des traditions » qui doivent être changées et des croyances qui doivent être corrigées. Fournir une information et une sensibilisation semble être la réponse universelle, alors que d'autres modalités possibles d'action et d'interaction pourraient constituer des réponses plus appropriées aux circonstances concrètes.

Conclusions

Bien que la pensée féministe ait transformé les politiques et les pratiques humanitaires depuis les années 1990, il subsiste de nombreux enjeux problématiques dans la façon dont l'égalité de genre a été utilisée et rendue opérationnelle par les expert-es en genre et les «vernacularisateurs». Les études de cas présentées, celle du camp de Kakuma et celle de la situation d'urgence des Syrien-nes en Jordanie, problématisent les rencontres entre la signification de l'égalité de genre telle qu'elle est adoptée dans la documentation et les politiques humanitaires et de développement et la manière dont ces significations ont été opérationnalisées au cours des quinze dernières années. La friction (Tsing 2005) entre savoirs et principes féministes, d'un côté, et l'institutionnalisation mondiale de l'égalité de genre ainsi que les remaniements locaux et effectifs du concept, de l'autre, pointe la raison principale pour laquelle l'intégration du genre dans les dispositifs humanitaires demeure problématique.

Ces rencontres montrent aussi que l'incapacité répétée des agences humanitaires et des expert-es en genre à reconnaître et comprendre les complexités des relations de genre entre communautés de réfugié-es et en leur sein demeure le principal obstacle à une prise en charge des inégalités de genre et des injustices sociales. La manière dont s'exprime l'attention portée au genre dans le développement international et l'aide humanitaire a par exemple été accusée de se focaliser trop étroitement sur les relations mari-femme, négligeant de ce fait des relations tout aussi importantes comme celles entre frères et sœurs ou entre une femme et sa belle-famille (Lokot 2018). Ce que montrent nos deux études de cas, c'est que malgré les bonnes intentions visant à créer des programmes et des pratiques plus égalitaires en termes de genre, il subsiste un effet discursif inutile de victimisation souvent associée aux filles et aux femmes réfugiées. Il reste à savoir comment les politiques et les pratiques visant à promouvoir l'égalité des sexes peuvent enfin accorder suffisamment d'attention aux complexités et à la négociation et la pratique quotidiennes des relations de genre. Nous avons toujours affaire à une vision simplificatrice et homogénéisée des femmes (réfugiées) comme «victimes» ou « survivantes » ou comme « en charge du développement et du changement », et des hommes comme « auteurs (de violences) » et « violeurs ». Si l'on ne traite pas les réfugiés en général, et les filles et femmes réfugiées en particulier, comme des êtres humains et des égaux et égales à part entière, et si l'on néglige les savoirs existants incarnés par les femmes et les filles ainsi que les stratégies qu'elles mettent en place pour surmonter leurs difficultés, les politiques et pratiques humanitaires actuelles continueront de faire parfois plus de mal que de bien.

Nos deux études de cas montrent au contraire que les réfugié-es ne sont pas des spectateurs passifs. Leur réception et leur subversion de ces mesures et l'emploi ou réemploi positif de ces programmes par des femmes (et des hommes) ouvrent des horizons alternatifs de transformation en ce qui concerne les inégalités de genre. De par leur propre «vernacularisation» des normes de

genre (voir Levitt, Merry 2009), les réfugié-es remanient et transforment ces normes et interventions. Il est nécessaire de comprendre que les femmes et les filles manœuvrent en réalité dans des espaces de « pouvoir relatif », lesquels sont parfois sapés par l'approche intégrée du genre qui présuppose que les femmes sont des victimes. Par exemple, l'accent mis par les ONG sur l'éducation formelle et la connaissance de l'anglais a fournis un accès préférentiel à la génération de revenus et à la formation aux hommes, car ces derniers ont tendance à être mieux instruits que les femmes. Si l'on a particulièrement insisté sur l'accès des filles et des femmes « illettrées » à une éducation formelle, ceci ne devrait pas se faire au détriment de la reconnaissance des savoirs et du pouvoir incarnés par les femmes.

Au fil des décennies, l'implication des féministes dans les politiques et les pratiques de l'humanitaire a été guidée par le besoin de produire des changements dans le sens d'une plus grande justice sociale et de l'égalité de genre. Néanmoins, l'appel à ce que toutes les personnes impliquées dans l'aide humanitaire repensent leurs propres positions quant à l'égalité de genre et s'ouvrent à d'« autres » manières d'être qui peuvent inclure l'égalité dans une acception « autre » plutôt qu'« occidentale et moderne » demeure plus urgent que jamais. L'impératif de « ne pas nuire » reste toujours d'actualité et toujours aussi complexe, à l'ère des politiques humanitaires sensibles au genre.

Références bibliographiques

- Abdi, C. 2006. Refugees, Gender Based Violence and Resistance: A Case Study of Somali Women in Kenyan Camps. Evangelia Tastsoglou et Alexandria Dobrowsky (éd.). *Gender, Migration and Citizenship: Making Local, National and Transnational Connections*, Londres : Ashgate Press.
- Archambault, C.S. 2011. Ethnographic Empathy and the Social Context of Rights: “Rescuing” Maasai Girls from Early Marriage. In *American Anthropologist* 113 (4), 632–643. DOI: 10.1111/j.1548-1433.2011.01375.x
- Arnfred, S. (éd.) 2004. *Re-thinking Sexualities in Africa*, Uppsala : Nordiska Afrikainstitutet.
- Biehl, K.S. 2015. Governing through Uncertainty. *Social Analysis* 59 (1), 57–75. DOI: 10.3167/sa.2015.590104
- Bierschenk, T., Chauveau, J.-P. Olivier de Sardan (éd.) 2000. *Courtiers en développement. Les villages africains en quête de projets*, Paris : Karthala.
- Boellstorff, T. 2003. Dubbing Culture: Indonesian «Gay» and «Lesbi» Subjectivities and Ethnography in an Already Globalized World. *American Ethnologist* 30 (2), 225–242.
- Chant, S. et C. Sweetman. 2012. Fixing women or fixing the world? ‘Smart economics’, efficiency approaches, and gender equality in development. *Gender & Development* 20(3), 517–529. DOI: 10.1080/13552074.2012.731812

- Cheng, S. 2011. The Paradox of Vernacularization: Women's Human Rights and the Gendering of Nationhood. *Anthropological Quarterly* 84 (2), 475–505.
- Committee, IASC Inter-Agency Standing. 2015. *Guidelines for integrating gender-based violence interventions in humanitarian action: reducing risk, promoting resilience and aiding recovery*.
- Cornwall, A. et A.-M. Rivas. 2015. From 'gender equality and 'women's empowerment' to global justice: reclaiming a transformative agenda for gender and development. *Third World Quarterly* 36 (2), 396–415. DOI: 10.1080/01436597.2015.1013341
- ESCWA, Economic and Social Commission for Western Asia (ESCWA). 2015. *Child marriage in humanitarian settings in the Arab region: Dynamics, challenges and policy options*.
- Fiddian-Qasmiyeh, E. 2010. "Ideal" Refugee Women and Gender Equality Mainstreaming in the Sahrawi Refugee Camps: "Good Practice" for Whom?. *Refugee Survey Quarterly* 29 (2), 64–84. DOI: 10.1093/rsq/hdq023
- Giaquinta, B. 2017. Silenced Subjectivities and the International Child Marriage Discourse. *LOVA Journal of Gender Studies & Feminist Anthropology* 38, 66–85.
- Grabska, K. 2011. Constructing 'modern gendered civilised' women and men: gender-mainstreaming in refugee camps. *Gender & Development* 19 (1), 81–93. DOI: 10.1080/13552074.2011.554026
- Hagelund, A. 2005. Why It Is Bad to Be Kind. Educating Refugees to Life in the Welfare State: A Case Study from Norway. *Policy & Administration* 39 (6), 669–683. DOI: DOI:10.1111/j.1467-9515.2005.00463.x
- Hickel, J. 2014. The 'girl effect': liberalism, empowerment and the contradictions of development. *Third World Quarterly* 35 (8), 1355–1373. DOI: 10.1080/01436597.2014.946250
- Horst, C. et K. Grabska. 2015. Introduction, *Social Analysis* 59 (1), 1. DOI: 10.3167/sa.2015.590101
- Hyndman, J. 1998. Managing difference: Gender and culture in humanitarian emergencies. *Gender, Place & Culture* 5 (novembre), 241–260.
- Hyndman, J. et M. de Alwis. 2008. Reconstituting the Subject: Feminist Politics of Humanitarian Assistance. In Hajdukowski-Ahmed, M., Khanlou, N., Moussa H. (éd). *Not Born a Refugee Woman: Contesting Identities, Rethinking Practices*, New York, Oxford: Berghahn Books, 83–96.
- Jacob, J.-P. 2010. «La société civile n'est pas mieux que les politiciens !». L'aterrissage des politiques de bonne gouvernance au Burkina Faso. Étude RÉCIT 31, Ouagadougou: Laboratoire Citoyennetés.
- Johnson, P. et S. Joseph. 2009. Introduction: War and Transnational Arab Families». In *Journal of Middle East Women's Studies* 5 (3), 1–10. DOI: 10.2979/mew.2009.5.3.1
- Jordan, Higher Population Council 2017. *A study on child marriage*. Amman.

- JRS Kakuma (Jesuit Refugee Services) 2006. *Gender cases in the JRS Safe-Heavens, statistics 2003–2006*, Kakuma. Rapport.
- Latour, B. 1992. *Aramis ou l'amour des techniques*, Paris : La Découverte.
- Levitt, P. et S. E. Merry. 2009. « Vernacularization on the ground : local uses of global women's rights in Peru, China, India and the United States ». In *Global Networks* 9 (4), 441–461. DOI : 10.1111/j.1471-0374.2009.00263.x
- Lokot, M. 2018. Syrian refugees : thinking beyond gender stereotypes. *Forced Migration Review* 57, 33–35.
- LWF Kakuma (Lutheran World Federation) 2006. *Gender report 2005–2006, Kakuma refugee cam*. Rapport de terrain.
- MacDonald, K. 2016. Calls for educating girls in the Third World : futurity, girls and the 'Third World Woman. *Gender, Place & Culture* 23 (1), 1–17. DOI : 10.1080/0966369X.2014.991699
- Martin, S.F. 2004. *Refugee Women*, Maryland : Lexington Books.
- Merry, S.E. 2006. Transnational Human Rights and Local Activism : Mapping the Middle. *American Anthropologist*, 108 (1), 38–51.
- Mosse, D. et D. J. Lewis. 2005. *The aid effect : giving and governing in international development*. Londres : Pluto.
- Mourtada, R., J. Schlecht et J. DeJong. 2017. A qualitative study exploring child marriage practices among Syrian conflict-affected populations in Lebanon. *Conflict and Health* 11 (1), 27. DOI : 10.1186/s13031-017-0131-z
- Olivius, E. 2014. Displacing Equality? Women's Participation and Humanitarian Aid Effectiveness in Refugee Camps. *Refugee Survey Quarterly* 33 (3), 93–117. DOI : 10.1093/rsq/hdu009
- Olivius, E. 2016. Constructing Humanitarian Selves and Refugee Others : Gender Equality and the Global Governance of Refugees. *International Feminist Journal of Politics* 18 (2), 270–290. DOI : 10.1080/14616742.2015.1094245
- Pigg, S.L. et V. Adams. (éd.) 2005. *Sex in Development : Science, Sexuality, and Morality in Global Perspective*, Durham : Duke University Press.
- Roodsaz, R. et A. Van Raemdonck. 2018. The Traps of International Scripts : Making a Case for a Critical Anthropology of Gender and Sexuality in Development. *Social Inclusion* 6 (3).
- Rumbach, J. et K. Knight. 2014. Sexual and Gender Minorities in humanitarian Emergencies. Roeder, L. W. (éd.) *Issues of Gender and Sexual Orientation in Humanitarian Emergencies*. Cham : Springer, 33–74.
- Save the Children 2014. *Too young to wed. The growing problem of child marriage among Syrian girls in Jordan*.
- Tsing, A. L. 2005. *Friction : An Ethnography of Global Connection*, Princeton : Princeton University Press.
- UNICEF. 2014. *A study on early marriage in Jordan Amman*.
- UNHCR COP. 2007. *Country Operational Plan, Statistics of the Kakuma camp population*, Kakuma : UNHCR Kenya.

- UNHCR. 2008. *Manuel du HCR pour la Protection des Femmes et des Filles*. Genève : UNHCR.
- Van Raemdonck, A. 2013. Egyptian activism against Female Genital Cutting as Catachrestic Claiming. *Religion and Gender* 3 (2), 222–239.
- Van Raemdonck, A. 2018. Paradoxes of awareness raising in development: gender and sexual morality in anti-FGC campaigning in Egypt. *Culture, Health & Sexuality*.
- WHO. 2018. *Adolescent pregnancy*, Fact Sheet.
- UN Women. 2013. *Inter-Agency Assessment of gender-based violence and child protection among urban Syrian refugees in Jordan, with a focus on early marriage*.
- Women's Commission for Refugee Woman and Children. 2002. *UNHCR's Policy on Refugee Women and Guidelines on their Protection : An Assessment after 10 years of Implementation*. <http://www.unhcr.org/cgi-bin/txis/vtx/research/opendoc.pdf>